



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1999/1245
13 décembre 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 13 DÉCEMBRE 1999, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE LA MISSION
PERMANENTE DE LA YOUGOSLAVIE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire savoir que la question de la division des éléments d'actif et de passif de la République fédérative socialiste de Yougoslavie fait l'objet de négociations distinctes conduites dans le cadre du Conseil de mise en oeuvre de la paix, avec la médiation du Négociateur spécial, Sir Arthur Watts.

La République fédérale de Yougoslavie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Macédoine ont accepté de résoudre cette question par un accord sur la base des règles du droit international sur la succession des États [voir le paragraphe IV de la Déclaration commune des Présidents Slobodan Milošević et Alija Izetbegović, faite à Paris le 3 octobre 1996 (S/1996/830, 7 octobre 1996), l'article 5 de l'Accord portant normalisation des relations entre la République fédérale de Yougoslavie et la République de Croatie, signé à Belgrade le 23 août 1996 (S/1996/706, le 29 août 1996), l'article 4 de l'Accord sur les principes régissant les relations et la promotion de la coopération entre la République fédérale de Yougoslavie et la République de Macédoine, signé à Belgrade le 8 avril 1996 (S/1996/250, 8 avril 1996)].

La délégation de la République fédérale de Yougoslavie estime que le dernier accord sur la succession, proposé par le Négociateur spécial, Sir Arthur Watts, est acceptable en principe et espère qu'un accord entre les cinq États sur la succession, sur cette base, pourra être conclu rapidement. À cette fin, le chef du groupe de travail yougoslave chargé des questions de succession, M. l'académicien Kosta Mihajlović, a adressé à Sir Arthur Watts une lettre proposant la poursuite des négociations. La partie yougoslave estime que, moyennant une attitude constructive des autres États intéressés, les négociations pourraient être conclues à brève échéance.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Vladislav JOVANOVIĆ
